

Sur les élections régionales

Une abstention massive des catégories populaires et des jeunes et des résultats en trompe-l'oeil



L'abstention a atteint des proportions telles que l'analyse des résultats n'a en réalité pas beaucoup de sens. Deux tiers des inscrits n'ont pas voté au premier comme au second tour. Cette abstention a été particulièrement massive chez les jeunes et dans les catégories populaires, et elle a touché davantage l'électorat de Le Pen et de Mélenchon de 2017. Rejet des politiciens, indifférence pour les élections intermédiaires, invisibilité de la campagne électorale (avec le matériel électoral qui n'est même pas parvenu à plusieurs millions de Français), les raisons s'additionnent pour ne pas voter.

Du coup, le profil des votant.e.s n'est pas du tout représentatif, avec une surreprésentation des personnes âgées et/ou des personnes qui votent par « devoir » ou par « habitude ». Il n'est dès lors pas étonnant que ce sont les partis du « bloc bourgeois » les moins contestataires et les plus traditionnels qui ont « gagné » ces élections : LR en premier lieu, le PS en second lieu. Aux élections régionales, les sortants ont ainsi tous été reconduits (sauf dans les DOM). Najat Vallaud-Belkacem (PS) a ainsi pu dire, triomphalement, que « le dégagisme avait été dégagé ». Ces politiciens aussi médiocres qu'aveugles n'ont pas compris que la très grande majorité de celles et ceux qui les rejettent ont boycotté les urnes, si bien que les présidents de région - même les mieux élus - l'ont été par moins de 20 % des inscrits. Le PS et LR essaient de se persuader que les cartes sont rebattues pour 2022. Illusion d'optique : le PS n'a aucune chance de reconquérir un électorat populaire qui a irrémédiablement rompu avec lui. Quant à LR, ils peuvent espérer concurrencer Macron au sein du « bloc bourgeois », mais le « vote utile » pour le président sortant jouera à plein pour la présidentielle. En fait, le PS et LR sont un peu désormais l'équivalent des « radicaux » d'après guerre : des partis d'élus locaux qui conservent leurs positions dans les collectivités locales grâce à un boycott des jeunes et des catégories populaires et au vote de leur « clientèle » traditionnelle (couches supérieures du salariat pour le PS et les Verts, petits bourgeois et retraité.e.s pour LR).

Le Rassemblement national ne parvient pas à mobiliser ses

électeurs/trices

L'électorat frontiste s'est massivement abstenu alors que le RN était d'après les sondages en position de gagner plusieurs régions. Une hypothèse est que le RN paie sa stratégie de « normalisation » : le RN se distingue de moins en moins de LR et de LREM, et n'incarne plus autant la contestation du « système ». En adoptant une stratégie de séduction de l'électorat traditionnel de la droite, en vue d'élargir son électorat au second tour de la présidentielle, Le Pen a démobilisé son électorat le plus populaire et contestataire. Elle a abandonné toute perspective de rupture avec l'UE et adopte une ligne de plus en plus libérale en économie.

Ce nouveau positionnement du RN peut permettre un élargissement de son électorat aux personnes âgées et aux couches supérieures du salariat. Mais elle fragilise sa base populaire. La très forte abstention indique que cet électorat populaire n'est pas forcément acquis au RN. Il pourrait à nouveau se réfugier dans l'abstention à la présidentielle ou peut-être se tourner vers un autre candidat capable d'incarner la rupture avec le système en place.

La débâcle de LREM : Macron sera-t-il au second tour l'an prochain ?

Macron n'a pas réussi à constituer un parti ancré dans les territoires. Contrairement au RN, Macron ne peut même pas se consoler d'une abstention particulièrement forte de ses électeurs/trices de 2017. Mais ses soutiens ont voté pour d'autres partis du bloc bourgeois ancrés dans les territoires, LR surtout, mais aussi PS et Verts.

Ces élections régionales peuvent permettre l'émergence d'un concurrent sérieux de Macron à droite, à peu près sur la même orientation. C'est pourquoi Macron est bien décidé à récupérer cet électorat droitier et vieillissant. Il pourrait charger Bruno Le Maire de ne pas attendre 2022 pour faire passer des contre-réformes particulièrement brutales, comme le décalage du droit de partir à la retraite à 64 ans (au lieu de 62 ans aujourd'hui). Il s'agirait de couper l'herbe sous le pied à LR pour ne pas laisser d'espace entre lui et Le Pen. L'ampleur de la crise appelle de toute façon des contre-réformes très brutales, mais qui pourraient néanmoins être reportées aux lendemains de la présidentielle.

L'échec total de la France insoumise aux élections régionales

Après l'échec des élections européennes et municipales, la France insoumise semblait vouloir adopter une ligne nationale de rupture avec la gauche bourgeoise dans toutes les régions, avec la mise en place aux élections régionales de listes ouvertes au PCF ou au NPA. Il s'agissait de clarifier la ligne pour préparer l'élection présidentielle en renouant avec ce qui avait fait le succès de la FI en 2017.

Mais il n'en a rien été : peut-être aveuglé par des sondages qui le plaçaient en tête de

la gauche, Mélenchon s'est imaginé en candidat unique de la gauche et il a cherché à nouer des alliances avec les Verts, et même avec le PS, aux régionales. C'est uniquement quand la gauche bourgeoise ne voulait pas s'allier avec la FI que la FI s'est tournée dans deux régions (Occitanie et Nouvelle Aquitaine) vers le NPA. Par cette stratégie illisible, la FI n'était pas en capacité de rassembler un électorat populaire significatif. L'échec était programmé et il a eu lieu.

En 2017, Mélenchon et la France insoumise étaient en position d'incarner la principale opposition populaire à Macron. A condition de maintenir une ligne de rupture avec le système et de créer un véritable parti politique, avec un minimum de démocratie interne et de pluralisme. Il n'en a rien été, et la FI a dilapidé le capital politique accumulé pendant la campagne présidentielle de 2017 qui avait suscité un engouement populaire important.

Gaston Lefranc, le 4 juillet 2021